

Conférence du désarmement

5 mars 2010

Français

Compte rendu définitif de la mille cent soixante-seizième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 5 mars 2010, à 10 h 15

Président: M. Mikhail Khvostov..... (Biélorus)

Le Président (*parle en russe*): Je déclare ouverte la 1176^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais avant tout appeler l'attention de la Conférence sur le fait que cela fait aujourd'hui exactement quarante ans que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est entré en vigueur. Il existe un lien très étroit entre la Conférence et ce traité, puisqu'il a été élaboré entre ces murs dans le cadre des travaux du prédécesseur de la Conférence du désarmement, le Comité des 18 puissances sur le désarmement.

J'ai maintenant le plaisir de vous présenter notre distingué invité, le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, M. Kanat Saudabayev. Le Kazakhstan est un pays ami du Bélarus avec lequel il partage un passé commun, des intérêts économiques et politiques communs et, plus important encore, la vision commune d'un monde exempt d'armes nucléaires. Monsieur le Ministre, votre présence à la Conférence aujourd'hui montre toute l'importance que votre pays accorde aux questions de la sécurité internationale et du désarmement. Vous avez la parole.

M. Saudabayev (Kazakhstan) (*parle en russe*): Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il est en effet symbolique que le jour du quarantième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires adopté en ces murs il me soit donné, en tant que représentant du Kazakhstan indépendant, la possibilité de présenter mes vues concernant l'actuel développement des processus de non-prolifération des armes nucléaires et de réduction de la menace nucléaire qui pèse sur notre planète. Le Kazakhstan, qui a volontairement renoncé au quatrième arsenal nucléaire au monde par ordre d'importance et fermé le plus grand site d'essais nucléaires à Semipalatinsk, a toujours été et continuera d'être un ardent défenseur et un acteur dynamique du processus mondial de non-prolifération et de réduction de la menace nucléaire. Grâce à la volonté politique du Président Nursultan Nazarbayev, à l'action constante qu'il a menée dans ce domaine et à son inébranlable détermination à œuvrer en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, notre modèle de désarmement est devenu un exemple à suivre.

Notre pays accorde une grande importance aux travaux de la Conférence du désarmement, qu'il considère comme l'un des principaux mécanismes du renforcement de la sécurité internationale. L'humanité a toujours rêvé d'un monde sans guerres et sans conflits, et nous savons tous que la Conférence a élaboré des instruments essentiels à ces fins. Il ne fait aucun doute que cette tribune dispose d'un énorme potentiel et qu'elle est aujourd'hui prête à apporter une importante contribution au processus du désarmement. À cet égard, je voudrais exprimer l'espoir que les États parties feront preuve de volonté politique et qu'ils parviendront à surmonter leurs divergences pour que la Conférence puisse se mettre concrètement au travail.

L'année passée a marqué un tournant pour la communauté du désarmement. Nous assistons à des changements dans la politique des États-Unis d'Amérique en matière de non-prolifération et de désarmement. L'initiative du Président Barack Obama d'organiser un sommet mondial sur la sécurité nucléaire et sa décision de favoriser la ratification dans les meilleurs délais du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont été favorablement accueillies par la communauté internationale et ont fait naître de nouveaux espoirs. Il est aujourd'hui essentiel que des progrès soient réalisés dans les négociations qui ont été entamées par la Russie et les États-Unis aux fins de la conclusion d'un nouvel accord visant à remplacer le Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs.

Il est temps de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons en matière de désarmement mondial et de mettre à jour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, principal instrument dans ce domaine. La Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération qui se tiendra en mai suscite de grands espoirs. Le Secrétaire général de

l'Organisation des Nations Unies a proposé un plan de désarmement en cinq points. Les propositions faites par la Grande-Bretagne, la France, la Norvège et plusieurs autres pays présentent un grand intérêt.

Le monde s'attend à ce qu'une réelle percée dans ce domaine se produise cette année et nous espérons que ces espoirs ne seront pas déçus. Le sommet sur la sécurité nucléaire qui se tiendra en avril à Washington et la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sont à cet égard des réunions d'une importance cruciale.

Le Kazakhstan partage les objectifs fixés pour le sommet de Washington et contribue activement à sa préparation. Le Président Nursultan Nazarbayev y présentera les mesures qui pourraient être prises pour renforcer la sécurité nucléaire. Il n'est pas exagéré de dire que le Kazakhstan joue un rôle phare, nécessaire à la réduction de la menace nucléaire dans le monde.

Le Traité sur la prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire de la sécurité internationale. On a pu constater au cours des travaux préparatoires de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération que l'atmosphère s'était sensiblement améliorée, et il y a donc de bonnes raisons d'espérer que l'échec de 2005 ne se reproduise pas. Toutefois, un climat favorable et de bonnes intentions ne sont pas à eux seuls des garanties de succès. Il faut que tous les États parties au Traité aient la réelle volonté d'en mettre en œuvre les dispositions de façon responsable et efficace. Je tiens à rappeler qu'en 2007, à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le chef de notre État a engagé les puissances nucléaires à «prendre, dans le cadre de l'ONU, les mesures nécessaires pour garantir l'application concrète du Traité sur la non-prolifération et en adapter les dispositions à la réalité actuelle dans le but de renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires».

Malheureusement, nous ne sommes toujours pas parvenus à atteindre les objectifs fixés en matière de désarmement, ni à empêcher la dissémination des armes nucléaires et l'émergence de nouvelles puissances nucléaires de facto. Il est aujourd'hui urgent de mettre au point des mécanismes précis qui permettent de peser sur les pays détenteurs de l'arme nucléaire qui ne sont pas parties au Traité et de veiller à ce que ceux qui sont parties au Traité ne s'en retirent pas. Il faut assurer le respect inconditionnel par les États parties de leurs obligations dans les trois domaines fondamentaux intrinsèquement liés que sont la non-prolifération, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et le désarmement. Nous espérons que la prochaine Conférence d'examen permettra de sortir de l'impasse en ce qui concerne la question de l'application réelle du Traité dans les faits. De notre côté, nous préparons un ensemble de propositions qui devraient répondre aux espoirs de la communauté internationale ainsi qu'aux propositions qui ont déjà été formulées devant d'augustes assemblées. Nous espérons que la Conférence sera l'occasion de tenir un dialogue intéressant et qu'elle portera ses fruits.

Nous sommes intimement convaincus que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est une étape capitale, indispensable, sur la voie du désarmement nucléaire. Nous saluons la décision du Président des États-Unis de s'efforcer d'obtenir la ratification de ce traité et espérons qu'elle donnera un signal fort aux pays qui ne l'ont pas encore ratifié. La décision de plusieurs États dotés de l'arme nucléaire de s'abstenir volontairement de faire exploser des dispositifs nucléaires est une mesure positive; elle ne saurait toutefois remplacer l'adhésion à un instrument juridiquement contraignant.

Le Kazakhstan, qui s'engage en faveur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, collabore activement avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité dans tous les domaines et apporte une contribution importante au renforcement du

régime de vérification du respect du Traité, notamment à la création d'un système international de surveillance.

La résolution élaborée à l'initiative du Kazakhstan et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009 visant à déclarer le 29 août – date de la fermeture officielle par un décret du Président du Kazakhstan du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, le plus grand du monde – Journée internationale contre les essais nucléaires est pleinement conforme aux objectifs du Traité. Je voudrais donc appeler les participants à la Conférence à soutenir la mise en œuvre de cette résolution au moyen d'actions concrètes.

Avec l'entrée en vigueur en mars 2009 du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale qui, soit dit en passant, a été signé au «point zéro» du site nucléaire de Semipalatinsk, les pays de la région ont apporté une contribution importante au maintien de la sécurité internationale et régionale. Ce traité a reçu le soutien du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui doit visiter le site nucléaire de Semipalatinsk au Kazakhstan au mois d'avril. Je voudrais souligner que les pays de la région sont fermement déterminés à achever le processus d'institutionnalisation du Traité et qu'ils sont disposés à entamer un dialogue constructif avec les cinq grandes puissances nucléaires en vue de la signature d'un protocole sur les garanties de sécurité négatives. À la première réunion d'examen des États parties au Traité en octobre 2009, le Kazakhstan a proposé d'élaborer un plan d'action régional pour renforcer la sécurité nucléaire, prévenir la prolifération des matériaux nucléaires et lutter contre le terrorisme nucléaire. Cette initiative sera finalisée en tenant compte des résultats du prochain sommet sur la sécurité nucléaire, puis présentée aux États de la région ainsi qu'à d'autres États.

Le Kazakhstan est partie à 13 instruments internationaux de lutte contre le terrorisme élaborés dans le cadre du système de l'ONU. En outre, il participe activement à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire lancée en 2006 par les Présidents des États-Unis et de la Fédération de Russie. De nombreuses manifestations ont été organisées au Kazakhstan dans le cadre de cette initiative, et il se tiendra prochainement à Astana une conférence sur les problèmes actuels de la lutte contre le terrorisme nucléaire envisagés à la lumière des mesures prises par la communauté internationale pour renforcer la sécurité nucléaire mondiale. Nous entendons ainsi contribuer à l'action commune menée dans les domaines de la sécurité nucléaire et de la lutte contre le terrorisme. Concernant le fait que le terrorisme trouve un terrain favorable dans les pays instables et pauvres, je souhaiterais rappeler aujourd'hui une initiative lancée de la tribune de l'ONU par le Président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, il y a quinze ans de cela. Il avait alors proposé la création dans le cadre de l'ONU d'un fonds pour le maintien de la paix qui aurait été financé par les États au moyen d'une contribution volontaire représentant 1 % de leurs dépenses militaires. Cette idée a reçu le soutien du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, qui a proposé qu'1 % des dépenses militaires mondiales soit alloué à des activités de développement.

Le troisième pilier du Traité sur la non-prolifération – le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques – offre de vastes possibilités de développement. Le Kazakhstan promeut le droit de tous les membres de la communauté internationale de développer leur programme d'énergie nucléaire dans le strict respect des dispositions du Traité et sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les experts estiment que l'énergie nucléaire pourrait bientôt offrir une alternative valable aux sources d'énergie traditionnelles. Ces prévisions revêtent toute leur importance alors que l'on observe une tendance mondiale vers une réduction progressive des émissions de carbone et une transition vers une économie «verte». Compte tenu de cette «renaissance nucléaire» et de l'intérêt croissant que différents pays manifestent à l'égard de l'énergie nucléaire, la République du Kazakhstan, qui est aujourd'hui le premier extracteur mondial d'uranium, peut apporter une importante contribution en tant que l'un des plus grands fournisseurs nucléaires du monde. Parallèlement à cela, des mesures sont prises pour garantir la sécurité des matières

nucléaires et renforcer le système de contrôle des exportations. Le Kazakhstan a créé une commission gouvernementale pour la non-prolifération des armes nucléaires auprès du Président de la République, dont la direction m'a été confiée.

Le Kazakhstan est partie à de nombreux régimes internationaux de non-prolifération et de contrôle des exportations, tels que le Code de conduite de La Haye, l'«initiative de Cracovie», le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Comité Zangger. Nous menons aujourd'hui les travaux nécessaires pour adhérer au Groupe de l'Australie et au Régime de contrôle des technologies de missiles. Bien que pour l'heure le Kazakhstan ne soit pas officiellement partie au Régime de contrôle des technologies de missiles, il se conforme aux directives de son annexe technique et applique pleinement les règles qui y sont énoncées au niveau national.

Le Kazakhstan, qui adhère au principe d'un accès égal à l'énergie nucléaire pacifique, a soutenu l'idée proposée par la Nuclear Threat Initiative visant à établir sous l'égide de l'AIEA une banque internationale de combustible nucléaire et a officiellement confirmé qu'il était disposé à accueillir cette banque sur son territoire et à assurer le stockage du combustible nucléaire dans les conditions appropriées. Nous exprimons notre reconnaissance aux pays qui appuient notre proposition sur le principe.

L'ordre du jour de la Conférence pour cette année comprend de nombreuses questions importantes. Au cours de la dernière session, les délégations se sont efforcées de faire sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis de nombreuses années. Toutefois, il manquait manifestement la volonté politique de surmonter les divergences. Nous espérons que, grâce aux importants changements politiques que nous avons mentionnés, la Conférence parviendra à mettre fin à ce blocage et qu'elle obtiendra des résultats concrets.

L'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques est à nos yeux l'une des questions les plus brûlantes de l'ordre du jour. La question de la maîtrise des armements dans l'espace, qui avait été soulevée il y a plus de vingt ans dans le cadre d'un projet de traité tendant à interdire le placement d'armes dans l'espace présenté par la Russie et la Chine, a trouvé un second souffle et a été activement débattue ces dernières années. Cette question revêt une importance particulière dans un contexte où toujours plus nombreux sont les pays qui participent à la réalisation de programmes spatiaux et en dépendent. Il est nécessaire de promouvoir les objectifs de la prévention d'une course aux armements dans l'espace en y associant d'autres organes internationaux intéressés par les questions relatives à la conquête de l'espace. Le Kazakhstan, sur le territoire duquel se trouve le cosmodrome de Baïkonour, participe à la coopération spatiale internationale et développe activement son programme spatial sur une base multilatérale; il est convaincu que la sécurité dans l'espace doit demeurer l'une des principales préoccupations de la Conférence, et appelle au strict respect du principe de l'utilisation pacifique de l'espace.

Nous pensons également que les négociations relatives à l'élaboration d'un traité interdisant la production de matières fissiles devraient débiter le plus rapidement possible. La conclusion de ce traité revêt une importance capitale pour la prévention de la prolifération d'armes nucléaires. L'arrêt de la production de matières fissiles permettra d'empêcher autant que faire se peut le développement de programmes nucléaires illégitimes, d'améliorer le contrôle des matières existantes et de réduire considérablement le risque de terrorisme nucléaire.

Selon nous, il est aujourd'hui indispensable d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant visant à ce que les puissances nucléaires offrent des garanties de sécurité aux pays non dotés d'armes nucléaires. Seules de telles garanties permettront d'empêcher certains États qui y aspirent de se doter de l'arme nucléaire, qu'ils considèrent comme une garantie pour leur propre sécurité.

En 2010, notre pays a accédé à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Nous voyons la décision prise le 30 novembre 2007 par les pays membres de l'OSCE de nous confier la présidence de cette organisation comme la reconnaissance objective des impressionnants progrès que notre pays a réalisés en quelques années depuis son accession à l'indépendance dans les domaines social, économique et politique, et de la haute estime qu'ils inspirent. Nous comprenons également cette décision comme un désir, une aspiration émanant de l'organisation elle-même d'instaurer un renouveau et d'abattre définitivement les «murs invisibles» qui, malheureusement, continuent à séparer les pays situés à l'est comme à l'ouest de Vienne. Nous entendons profiter de notre présence à la tête de cette organisation, qui jouit d'une grande expérience dans les domaines militaire et politique ainsi que d'un grand potentiel pour la mettre en œuvre dans des actions concrètes, pour donner un nouvel élan aux activités de désarmement et de maîtrise des armements, de promotion du régime de non-prolifération et de lutte contre les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité. C'est précisément dans ce domaine que nous pouvons œuvrer ensemble pour atteindre les buts fixés.

Avec la mise en œuvre de la Déclaration d'Athènes sur la non-prolifération des armes de destruction massive adoptée l'année dernière par le Conseil des ministres de l'OSCE, qui a déjà rencontré un écho positif auprès de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de l'AIEA, l'OSCE pourrait apporter une contribution importante au renforcement de la sécurité internationale.

Le Kazakhstan, qui attache une importance particulière au renforcement du régime de maîtrise des armes classiques ainsi que des mesures de confiance et de sécurité, espère que des progrès seront réalisés dans le processus d'entrée en vigueur de l'Accord d'adaptation du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Il faut sans plus attendre s'atteler à la mise à jour du document élaboré à Vienne en 1999.

Les dimensions militaire et politique des activités de l'OSCE pourraient être l'un des thèmes principaux de l'ordre du jour proposé par notre pays pour le sommet de cette organisation en 2010.

Nous espérons également que la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) contribuera à la résolution des problèmes de sécurité régionale et mondiale. Créée à l'initiative du Kazakhstan conformément à une proposition présentée par le Président Nazarbayev à la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1992, la CICA est devenue un élément concret et reconnu des relations internationales. Ces dernières années, nous avons parcouru un long chemin, de l'idée d'instaurer la paix et la confiance sur le continent asiatique à la mise au point de mécanismes concrets de diplomatie collective, tels que le paquet de mesures de confiance adopté par 20 pays représentant plus de 3 milliards de personnes et un tiers du produit mondial brut. En juin, la Turquie accueillera le troisième sommet de la CICA qui, nous en sommes convaincus, contribuera au renforcement du nouveau mécanisme visant à garantir la sécurité internationale.

Compte tenu du fait que, cette année, le Kazakhstan assure la présidence de l'OSCE, les conditions idéales sont réunies pour que ces deux organisations contribuent à instaurer la sécurité et la coopération sur l'immense continent eurasiatique. Nous sommes fermement convaincus que l'utilisation de mécanismes d'interaction pourrait contribuer de façon substantielle à la résolution de la situation autour des programmes nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran.

En 2010, de nombreuses manifestations relatives au désarmement et à la non-prolifération des armes nucléaires seront organisées, ce qui est une preuve de plus de la détermination de tous les États et de leurs dirigeants à trouver une solution commune à ces

problèmes, et nous espérons sincèrement qu'elles auront des effets positifs sur la sécurité et la paix dans le monde.

Je nous souhaite à tous de réussir dans cette importante et noble entreprise.

Le Président (*parle en russe*): Je remercie le Ministre pour son discours qui apporte une contribution importante aux travaux de notre Conférence. Je vais suspendre la séance pendant quelques minutes, le temps de raccompagner le Ministre hors de la salle du Conseil.

La séance est suspendue à 10 h 40; elle est reprise à 10 h 45.

Le Président (*parle en russe*): La séance est reprise. Une délégation souhaiterait-elle prendre la parole?

Puisque cela ne semble pas être le cas, je souhaiterais faire une brève déclaration avant de clore la séance.

La prochaine séance plénière officielle de la Conférence se tiendra le mardi 9 mars à 10 heures dans cette même salle. Conformément à la décision prise par la Conférence le 2 mars à sa 1172^e séance plénière, Beatrice Finn, représentante de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, prendra la parole devant la Conférence. Je souligne que la Conférence a décidé de permettre à un représentant de cette organisation non gouvernementale internationale de prononcer un discours à l'occasion de la Journée internationale de la femme, et que cette intervention ne constituera pas un précédent pour les travaux futurs de la Conférence.

Notre séance... Je vois que le représentant des États-Unis d'Amérique demande la parole. Vous avez la parole.

M. Larson (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, nous attendons avec intérêt d'entendre le message que la représentante de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté nous adressera mardi. Je vous remercie de cette clarification. Je voudrais juste avoir la confirmation que cette déclaration figurera dans le compte rendu de la séance.

Le Président (*parle en russe*): Étant donné que nous avons pris cette décision en séance plénière officielle, ma déclaration a également été faite dans le cadre d'une séance plénière officielle et figurera donc dans le compte rendu.

Une délégation souhaite-t-elle encore prendre la parole? Cela ne semble pas être le cas. La séance est close.

La séance est levée à 10 h 50.